# Revue D'ÉTUDES NATIONALES



## Pour L'ELAT Souvent la Souvent de la Court de la Court

● 500FF

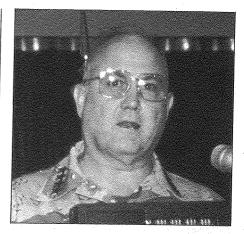
NOMERO 10 PAINTEMPS 1992

La dérive de l'État • Contre la bureaucratie mondiale L'État nécessaire • L'État expression du politique Le Front national maître du débat • La guerre du Golfe: un montage La religion de la raison • L'heure de la reconquête

# La guerre du Golfe: un montage

par O. Lecube

Les dictatures ou les régimes totalitaires ne s'engagent le plus souvent dans un conflit qu'après avoir procédé à une préparation psychologique. A fortiori, les dirigeants des démocraties, soumis à la sanction de leur opinion, sont-ils passés maîtres dans l'art de recourir à la propagande pour légitimer les guerres qu'ils entreprennent. Tout le monde reconnaît aujourd'hui que la violation du droit international par l'Irak, c'est-à-dire l'invasion du Koweït, fut le prétexte et la couverture dont les États-Unis et leurs dévoués sujets se servirent pour mener leur expédition punitive. Programmé de longue date, bien avant que l'émirat ne fût conquis, le conflit avait fait l'objet d'une minutieuse préparation destinée à mettre en condition l'opinion occidentale. La lecture de la presse américaine au cours des mois qui précédèrent la guerre montre à l'évidence qu'il y a eu montage. Un montage que les media français, jouant le rôle de relais, ont complaisamment exploité, révélant ainsi le peu de cas qu'ils font de la vérité. Il n'est pas inintéressant de revenir aujourd'hui sur la genèse de cette affaire.



La guerre du Golfe avait fait l'objet d'une préparation d'autant plus minutieuse qu'elle était voulue par les États-Unis depuis de nombreux mois avant son déclenchement. Cette guerre technologique fut davantage une guerre psychologique où une "intox" soigneusement distillée joua un rôle central. Il s'agissait en effet de prédisposer les peuples à la guerre, celle du droit contre la force, de la justice contre l'injustice, de l'humanisme contre la barbarie. Tour à tour assimilé à Hitler et au Grand Satan, Saddam Hussein devint ainsi l'archétype du mal, tandis que George Bush symbolisait le bien. Dans cette gigantesque tragi-comédie, le général Schwarzkopf (ici, sur la photo, tenant une conférence de presse) tirait toutes les ficelles de l'information et de la désinformation sur le théâtre des opérations.

« Nous avons beaucoup à dire là-dessus, et des choses difficiles à expliquer, parce que vous êtes devenus lents à comprendre. »

HÉBR., 5, 11.

partir d'une lecture quotidienne, pendant la guerre du Golfe, de l'International Herald Tribune, émanation du New York Times et du Washington Post 1— journal qui passe généralement pour un organe de référence et qui prétend à l'objectivité de l'information—, nous nous proposons d'illustrer un phénomène de manipulation médiatique en montrant comment, sous l'influence prépondérante de ce quotidien, l'opinion publique internationale fut amenée à considérer l'écrasante agression dont l'Irak a été victime comme une entreprise moralement et juridiquement fondée\*.

### La campagne d'intoxication

Le lancement surprise, en décembre 1989, d'une fusée irakienne de près de cinquante tonnes éveille les craintes de ceux qui redoutent l'émergence d'un État arabe fort et moderne. Une campagne anti-irakienne, de grande envergure, est alors déclenchée. Elle débute à la suite de la condamnation à mort du journaliste anglais (d'origine iranienne) Farzad Bazoft <sup>2</sup>. Mais comme l'on y apprend simultanément que Bazoft avait été condamné à dix-huit mois de prison en Angleterre pour une attaque de banque neuf ans plus tôt, cette campagne s'arrête net.



Guillaume Durand (sur la photo, avec Patrice Duhamel), animateur et présentateur sur la Cinq, chaîne de télévision aujourd'hui disparue. Il fut celui qui sut le mieux ériger la guerre en spectacle, jouant les chefs d'état-major tous les soirs sur sa chaîne pendant la durée du conflit. A la pléthore des informations correspondra la plus extraordinaire désinformation.

Des chroniqueurs de l'*IHT*, William Safire, Flora Lewis et Jim Hoagland, prennent ensuite le relais dans trois articles d'opinion <sup>3</sup>. W. Safire interpelle le président des États-Unis: « *Pourquoi*, écrit-il, le président Bush est-il si pressé d'aider un État qui est devenu le plus dangereux du monde? » Le ton est donné.

En avril, la campagne prend une tournure quasi hystérique. Elle consiste en une alternance d'articles d'"information" et d'articles d'opinion sur les trois thèmes suivants: la bombe atomique, les armes chimiques et le super canon irakien. Constatons que ces trois types d'armement ne sont pas l'apanage de l'Irak dans la région. Et soulignons — hypocrisie! — que ces articles sont écrits, dans un journal américain, pour des Européens, alors que l'Amérique et l'Europe ont été les principaux fournisseurs d'armes et de moyens techniques à l'Irak.

Citons maintenant quelques-uns des principaux articles publiés pendant cette période s'étalant sur un mois.

Le 29 mars, on apprend, en première page de l'IHT, que des détonateurs nucléaires à destination de l'Irak ont été saisis en Angleterre <sup>4</sup>. Bagdad dément cette information le 30 5. Dans le numéro du 31 mars/1er avril, toujours en première page, l'information concerne cette fois les missiles irakiens qui peuvent atteindre Israël 6. Le 3 avril, en première page, on lit : « De nouvelles armes chimiques peuvent détruire la moitié d'Israël 7. » Le 4 avril, dans un article qui, avec le recul, apparaît prémonitoire, on cite une déclaration du gouvernement irakien concernant « la campagne lancée par les USA et la Grande-Bretagne et qui a pour but de préparer le terrain à une intervention militaire 8 ».

Dans les jours qui suivent, la parole est à nouveau aux chroniqueurs. L'un d'entre eux, A. M. Rosenthal, y fait l'amalgame Saddam = Hitler<sup>9</sup>, amalgame sans cesse repris par la suite.

La deuxième moitié du mois d'avril sera réservée à l'affaire du "canon irakien", avec pratiquement un nouvel épisode tous les jours, jusqu'au 30 avril.

Cet épisode tragi-comique du canon irakien est lui aussi particulièrement révélateur du double langage qui a prévalu dans les colonnes de l'*IHT*. Ce canon, qui a occupé la une de tous les journaux et écrans occidentaux pendant près de deux semaines, n'a apparemment jamais été opérationnel et il n'a donc jamais causé aucun dommage. L'histoire de ce canon arabe, long de 52 mètres et de calibre 350 mm (d'après les pièces récupérées), est à mettre en parallèle avec celle des canons américains des cuirassés *Missouri* et *Wisconsin*, de calibre 406 mm, qui, eux, ont parfaitement fonctionné pendant la guerre du Golfe en pilonnant les côtes irakiennes dans la région de Bassora.

#### La mystification

La campagne anti-irakienne a été aussi entretenue, avec plus ou moins d'intensité, jusqu'au 2 août 1990, date à laquelle l'Irak envahit le Koweït.

Or, curieusement, vers la fin du mois de juillet, lorsqu'une guerre irako-koweïtienne semble devenue inévitable, l'*IHT*, converti soudain à l'objectivité, se met à publier dans une série d'articles la liste des griefs irakiens. Griefs lointains: l'absence de débouché raisonnable sur la mer, conséquence du découpage territorial imposé par l'Angleterre en 1917. Griefs récents: le non-respect par le Koweït des quotas pétroliers tels qu'ils avaient été fixés par l'OPEC <sup>10</sup>. Le 18 juillet,

était évoquée la volonté de Saddam Hussein d'utiliser la force pour faire respecter ces quotas.

Les accusations irakiennes devenaient plus précises dans des articles des 25, 26, 30 juillet et du 1er août : selon Bagdad, le Koweït aurait volé, à partir de forages dans une zone frontière contestée, l'équivalent de 2,4 milliards de dollars et construit des bases militaires sur le sol irakien. L'Irak remettait également en cause l'accord frontalier de 1963 avec le Koweït (accord non ratifié) et demandait un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans pour l'île de Boubiyan. Ce bail lui permettait d'avoir ainsi un débouché sur le golfe Persique.

Dans l'article du 25 juillet, il est fait également part de la satisfaction de la plupart des membres de l'OPEC devant la fermeté irakienne <sup>11</sup>.

En dépit de la tonalité générale antiirakienne de la presse américaine, ce genre d'articles, allant en quelque sorte à contrecourant, semble avoir eu pour but de convaincre Saddam Hussein de son bon droit et, peut-être, de le pousser par là à la "faute". L'entretien du 25 juillet entre Saddam Hussein et l'ambassadeur américain April Glaspie, ainsi que la déclaration du 31 iuillet de John Kelly, sous-secrétaire d'État chargé du Moyen-Orient, précisant que les États-Unis n'avaient pas de traité de défense avec les États du Golfe, ont pu également être interprétés par Saddam Hussein comme un feu vert à une intervention au Koweït. La lecture du livre de MM. Salinger et Laurent 12 donne un certain poids à l'hypothèse d'un accord secret entre les États-Unis et le Koweït concernant la surproduction pétrolière, destinée à faire chuter les cours mondiaux du brut, en contradiction avec les règles fixées par l'OPEC

Une dernière cause, développée comme un leit-motiv dans de nombreux discours de responsables irakiens, est la crainte des Israéliens de voir se constituer un État arabe fort.

#### La drôle de guerre

Du 2 août 1990 au 15 janvier 1991, la propagande va s'exercer à plein. Il s'agit de faire accepter à l'opinion publique l'éventualité de cette guerre de "libération" du Koweït, mieux encore : de la faire désirer.

Pour cela, la diplomatie américaine joue sur trois tableaux : rassurer sa population, acheter des complicités internationales parmi les pays arabes, diaboliser l'Irak. Au début, on donnera au peuple américain (dépourvu d'ailleurs de toute espèce de koweïtophilie) l'impression que l'exécutif contrôle très bien la situation, que la guerre n'est pas à l'ordre du jour. Cette période initiale est parfaitement illustrée par l'allure de vacancier décontracté qu'affecte le président Bush. En trois semaines, il apparaîtra cinq fois en première page de l'IHT, jouant au golf ou pratiquant son autre sport favori : la pêche (photos de l'IHT des 13, 18/19, 25/26, 28 août et 4 septembre).

Il faut rassurer la population, mais d'autre part il va falloir la "chauffer" en diabolisant l'adversaire. A un rythme quotidien, les

chroniqueurs de l'*IHT* officieront dans les colonnes du journal. Les plus engagés seront J. Hoagland, F. Lewis, C. Krauthammer, Leslie H. Gelb, A.M. Rosenthal, R. Cohen et W. Safire, ce dernier laissant entendre par exemple, au début d'août 1990, que Saddam Hussein risque d'envoyer une bombe atomique sur New York dans peu de temps <sup>13</sup>.

Bien sûr, la neutralité exige quelques articles plus mesurés, tels ceux de Tom Wicker et William Pfaff qui rejette l'amalgame Saddam = Hitler 14, mais ils sont noyés parmi

les autres.

Toujours dans le registre rassurant, Bush déclare, au début d'août : « Nous ne sommes pas en état de guerre, [...] nos forces sont en Arabie Saoudite pour défendre les pays du Golfe et non pas pour commencer une guerre <sup>15</sup>. »

Quelques jours plus tard, les réactions des pays arabes allant dans le bon sens, Bush peut faire monter légèrement la pression et déclarer : « La guerre n'est pas imminente [...] 16. »

L'évolution de l'opinion est intéressante à suivre : en grande majorité hostiles à l'intervention dans les premiers jours d'août, les Américains, sous les coups d'une propagande intense et habile, modifient peu à peu leur jugement. La classe politique ne manifeste cependant toujours pas un grand enthousiasme pour l'ouverture des hostilités <sup>17</sup>: l'action militaire ne sera autorisée par le Sénat américain qu'à une très courte majorité (52 voix contre 47).

Simultanément, sur le terrain du Moyen-Orient, les États-Unis achètent, le mot n'est pas trop fort, la collaboration de certains gouvernements arabes. 7,1 milliards de dollars de dettes égyptiennes seront ainsi effacés « pour le rôle que joue Le Caire dans sa participation active à l'embargo des Nations unies contre l'Irak 18 ».

Pour donner un autre exemple d'article excessif où transparaît la conception colonialiste des rapports de force entre pays, citons le numéro du 2 novembre. L'auteur ne propose rien de moins que de créer un second front en Turquie pour battre l'Irak; puis, anticipant sur l'issue du conflit (qui ne fait aucun doute pour personne, compte tenu de la répartition des forces), il suggère que, lorsque celui-ci sera terminé, « on trace de nouvelles frontières pour pénaliser l'agresseur 19 ».

Patrick Poivre d'Arvor, spécialiste du coup fourré et "bidonneur" en tout genre qui s'illustra encore récemment dans ses basses ceuvres d'agit-prop en érigeant en tribunal médiatique son émission "Le droit de savoir" du jeudi 21 mai dont l'invité était Jean-Marie Le Pen. Une émission qui pourrait aussi bien s'appeler "Le droit de désinformer". Car, en ce domaine, Poivre d'Arvor est passé maître. Ainsi, à l'occasion de la guerre du Golfe, il apporta lui aussi sa pierre à l'édifice du parti de la guerre, montrant par là que les media français peuvent se mettre servilement à la disposition de l'Amérique. On se souvient en effet de l'interview qu'il réalisa sur TF1 à propos du dictateur irakien, interview au cours de laquelle il produisit en guise d'accusateur un faux garde du corps de Saddam Hussein prétendument appelé le capitaine Karim et qui était en fait une émanation de l'ambassade du Koweït.

Le montage médiatique ira crescendo et, dans les quinze jours précédant le conflit, nous aurons droit à un véritable feu d'artifice belliciste. Après une frappe chirurgicale préconisée par Henry Kissinger (prix Nobel de la paix!), Nixon s'en mêle <sup>20</sup> et joue sur le registre de la moralité (Nixon!). Et, le lendemain, W. Safire réclame l'instauration d'un tribunal international pour juger les crimes de guerre irakiens <sup>21</sup>.

Notons d'ailleurs que, depuis la fin du conflit, on n'entend plus parler de ce tribunal international, en raison peut-être des révélations qui ont éclairé la façon dont se sont réellement déroulés les combats, ainsi que l'ampleur de la désinformation occidentale.

Un sommet dans l'intoxication est atteint le 11 janvier 1991. Ce jour-là, Saddam Hussein

est accusé de vouloir la guerre 22.

Or, pour qui n'aurait pas encore compris dans quel camp se trouve la volonté de guerre, le simulacre de dialogue à Genève en janvier 1991 entre James Baker et Tarek Aziz est particulièrement significatif. Les consignes du président Bush sont, selon ses propres termes : « Pas de négociation, pas de compromis, pas de tentative de sauver la face, pas de prime à l'agression <sup>23</sup>. »

Un dernier obstacle à la guerre subsistait cependant devant ceux qui la voulaient : pourquoi se battre si le blocus suffisait à faire plier Saddam Hussein ? L'opinion, dans son ensemble, croyait à cette efficacité. S'il ne s'agissait que de libérer le Koweït à plus ou moins long terme, on avait là la solution la plus économique. Mais le but recherché était en réalité l'anéantissement de l'Irak. Il fallait donc, revenant en arrière, commencer à douter, à faire douter du blocus. Peu de temps avant le début du conflit armé, la CIA fera donc savoir que l'on s'est trompé, que le blocus n'est pas aussi redoutable pour

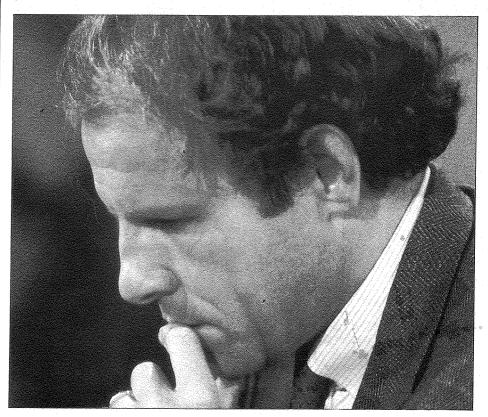
Saddam Hussein qu'on l'avait cru. Dans l'ambiance du moment, cette information équivaut à annoncer que la guerre est inévitable.

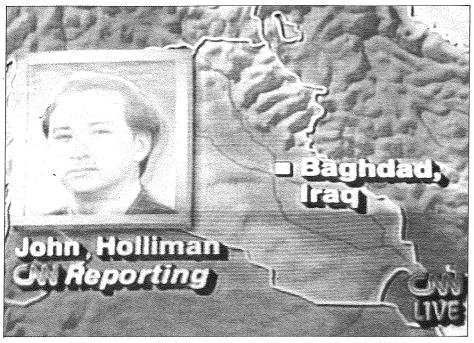
Nous sommes donc arrivés à cette date du 15 janvier 1991. Rétrospectivement, il nous apparaît que l'opération qui va commencer était préparée depuis longtemps. Il fallait détruire le potentiel militaro-industriel de l'Irak. Les résultats de l'intoxication médiatique ont été particulièrement encourageants pour les manipulateurs. L'opinion publique a basculé. Rappelons que ce comportement pavlovien a été obtenu sans que la parole soit donnée une seule fois, à partir du 2 août 1990, à la partie adverse. Le ministre irakien Tarek Aziz a déclaré à plusieurs reprises que l'Irak acceptait d'évacuer le Koweit en échange d'un accord américain sur une conférence internationale réunie pour mettre un terme aux conflits du Proche et du Moyen-Orient. Ces propositions n'ont jamais reçu la moindre réponse favorable. L'acceptation d'une telle conférence est aujourd'hui unanime. Mais sans l'Irak: il fallait d'abord l'éliminer, il fallait la guerre.

#### Un conflit "propre"

L'opération de destruction commence donc dans la nuit du 16 au 17 janvier. L'opinion publique a été bien préparée et le marketing médiatique va maintenant s'efforcer de vendre un nouveau produit : le conflit propre. Les atrocités, qui sont le fait de toute guerre, seront mises au compte des Irakiens. Les États-Unis se réservent le beau rôle.

C'est tout d'abord le discours grandiloquent du président Bush, le jour même du début des hostilités. Le ton est celui des grands ancêtres de la Révolution française: « *Nous avons* 





Personne n'a oublié que la décision du Conseil de sécurité de l'ONU de déclencher le processus militaire contre l'Irak et le vote du Congrès des États-Unis ont été largement influencés par l'annonce du massacre de bébés koweïtiens arrachés de leurs couveuses par des soldats irakiens. George Bush lui-même devait se faire l'écho de cet acte barbare en déclarant en Arabie Saoudite : « Les bébés ont été arrachés des couveuses et jetés sur le sol comme du bois à brûler. » Terrible image destinée à préparer les opinions publiques occidentales à la grande croisade à venir. Cette affaire, qui révolta l'''opinion internationale'', fit même l'objet d'un film et d'un rapport d'Amnesty International. La guerre terminée, on apprit par une mission de l'Organisation mondiale de la santé conduite par le docteur David Chiu qu'il s'agissait d'un montage orchestré par la société américaine de relations publiques Hill and Knowton à la demande de l'émirat du Koweït pour un montant de soixante millions de francs. Pourquoi des bébés ? Parce qu'il fallait « obtenir un effet émotionnel tel que les gens approuvent les résolutions de l'ONU». Faux témoins, fausse biographie ont été ainsi exhibés, en particulier le témoignage poignant d'une jeune fille présentée comme une réfugiée et qui était en réalité la fille de l'ambassadeur du Koweït aux États-Unis. L'ignominie atteint ici des sommets. (Sur la photo : le programme de la chaîne CNN dans la nuit du 17 janvier 1991.)

devant nous la chance de forger pour nousmêmes et pour les générations à venir un nouvel ordre mondial, un monde où le droit, et non la loi de la jungle, gouvernera la conduite des nations [...]. » Puis, se voulant rassurant : « Notre but n'est pas la conquête de l'Irak, mais la libération du Koweit <sup>24</sup>. » La vieille utopie du gouvernement mondial ressurgit. Le Premier ministre canadien W. L. MacKenzie King disait déjà il y a près de cinquante ans : « Nous devons nous employer de toutes nos forces à créer un ordre mondial où règne le droit <sup>25</sup>. »

Le ton du gouvernement américain se durcit rapidement. Dans une série d'articles, il apparaît clairement que le but réel est la destruction du potentiel militaire de l'Irak et non plus seulement la libération du Koweit <sup>26</sup>.

Dans le cadre de la "désinformation au quotidien", on notera plus particulièrement l'annonce du massacre, au Koweït, de trois cents bébés sortis de leurs couveuses par l'armée irakienne <sup>27</sup>. Cet acte inqualifiable sera commenté dans l'*IHT* à plusieurs reprises, par exemple sous la plume d'Eric L. Chase: « La description de ces troupes irakiennes sortant les bébés prématurés de leurs couveuses a dégoûté la conscience de la communauté mondiale <sup>28</sup>. » C'était un montage, qui ne sera pudiquement reconnu que le 28 février <sup>29</sup>. Enfin, et dans le même registre, il faudra attendre le 4 mars <sup>30</sup> pour savoir que les pilotes alliés capturés, complai-

samment présentés comme victimes de sévices intolérables, étaient remis en bonne santé à la Croix-Rouge.

Autres exemples de montages médiatiques: le bombardement de l'abri civil irakien, qui a fait plusieurs centaines de morts, présenté comme un épisode regrettable, mais nécessaire <sup>31</sup>; l'importance accordée à l'envoi de skuds sur Israël (deux morts en tout, *IHT*, 5/6 mars), tandis que des milliers de civils irakiens étaient tués chaque jour sous des milliers de tonnes de bombes.

#### Le dessous des cartes

Il est difficile de justifier un conflit sur le plan juridique et souvent l'agresseur ne s'en donne pas la peine. C'est pourtant ce qu'ont essayé de faire les États-Unis. Mais force est de constater que le droit a été défini par les États siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU. Or ces États ont tous bénéficié, de la part des Américains, de faveurs qui ont éclairé leur "conscience". On sait d'ailleurs qu'en d'autres circonstances, et dans l'indifférence générale, plusieurs centaines de résolutions de l'ONU n'ont jamais été appliquées (Afghanistan, Chypre, Liban, Palestine). Et l'on sait aussi que la Syrie, ayant fait une entrée inattendue dans le camp des "honnêtes gens", a pu envahir sans aucun risque le Liban après le 2 août 1990.

Nombreux sont les observateurs qui ont relevé cette "manipulation totale" de Î'ONU à laquelle se sont livrés les Américains pour couvrir leur opération dans le Golfe 32. Ainsi, le Monde diplomatique de février 1991 note que « la cour internationale de La Haye n'a pas été consultée comme le voulait l'article 96 de la charte du Conseil de sécurité ». De plus, toujours selon le même périodique, « pour ce qui concerne la date butoir du 15 janvier 1991, . L'article 27-3 de la charte de l'ONU précise que les décisions du Conseil de sécurité requièrent un vote positif de neuf membres dont les votes concordants des membres permanents ». Or la Chine s'est abstenue lors de cette résolution 679! Les exigences sacrées du droit étaient ce jour-là entre parenthèses.

Ainsi il sera admis que la neutralité d'Israël est un élément positif, un facteur de paix dont nul ne saurait douter. Et, cependant, l'IHT du 4 avril 1990 annonçait que, selon des officiels américains, « l'État juif posséderait un stock non négligeable d'armes nucléaires ». Le 28/29 juillet 1990, le ministre de la Science Yuval Neeman révèle qu'« Israël a des armes chimiques [...] » et, dans le même article, on peut lire: « L'Institut des études stratégiques basé à Londres indique qu'Israël possède, peutêtre, une centaine de têtes nucléaires 33. »

La volonté israélienne de voir l'Irak détruit est illustrée par un article de Jackson Diehl en première page de l'IHT du 18/19 août 1990. Son titre est à lui seul tout un programme : « Les Israéliens demandent aux États-Unis une frappe aérienne massive. » La tension est d'ailleurs suffisamment montée, en cette fin d'août 1990, pour que les officiels israéliens présentent « le conflit États-Unis-Irak comme une quasi-certitude 34 » avec toutefois une pointe d'appréhension en raison de la possibilité d'un arrangement de dernière minute 35.

Des précisions sur ce que demande Israël seraient d'ailleurs apportées par la suite avant la date d'expiration de l'ultimatum fixée au 15 janvier 1991; dans l'*IHT* du 6 décembre 1990, les Israéliens annoncent aux Américains que « la machine de guerre irakienne ne doit pas survivre à la guerre du Golfe ». Cette exigence est réitérée le 10 janvier 1991.

Un autre procédé efficace dans l'intoxication médiatique consiste à mettre à l'index les personnes exprimant des points de vue opposés. Il n'était cependant pas possible d'étouffer toutes les voix qui s'élevaient aux États-Unis pour dire leur hostilité à ce conflit, car la presse y est globalement plus libre que chez nous. Mais celles qui venaient d'Europe, et surtout de France (Jean-Pierre Chevènement, Jean-Marie Le Pen, Michel Jobert, André Giraud, Claude Cheysson, Maurice Allais) n'ont guère eu accès aux colonnes de l'IHT, sauf en quelques cas, non sans déformation systématique. Pour ne citer qu'un exemple significatif, le ministre de la Défense d'alors Jean-Pierre Chevènement dut envoyer à l'IHT une lettre rectificative dans laquelle il s'élevait contre un article diffamatoire paru dans ce journal: « [...] vous avez publié, écrivait-il, des insinuations répugnantes et sans fondement concernant, par exemple, le financement de mes amis politiques par l'Irak 36. » Telle est l'honnêteté professionnelle de l'IHT!

### identité

#### Comité de patronage

Michel Algrin: avocat à la Cour, docteur d'État en droit et sciences politiques.

Bernard Antony: directeur du centre Charlier, délégué national à la formation du Front national.

Philippe Bourcier de Carbon: ancien élève de l'École polytechnique, démographe.

Max Cabantous: maître de conférences à l'université de Montpellier.

André Giresse: ancien magistrat, ancien élève de l'École nationale de la France d'Outre-Mer.

Bruno Gollnisch: docteur en droit, diplômé de l'École des langues orientales, professeur à l'université de Lyon III, ancien doyen de la Faculté des langues de Lyon.

Pierre Gourinard: docteur ès lettres, chargé d'enseignement à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

Jean Haudry: professeur de linguistique à l'université de Lyon III, directeur du Centre de recherches indo-européennes.

Jean Lamarque: professeur à la Faculté de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris.

Jean-Claude Martinez: agrégé de droit et de sciences politiques, professeur à Paris II.

Pierre Milloz: ancien élève de l'ENA, docteur en droit, écrivain, double lauréat de l'Institut.

Jules Monnerot : écrivain, sociologue et politologue.
Claude Moreau : ancien élève de l'École polytechnique.

Claude Moreau : ancien élève de l'École polytechnique, chef d'entreprise.

Jean Picard: physicien, docteur ès sciences.

Abel Poitrineau: professeur d'histoire économique à l'université de Clermont-Ferrand.

Claude Polin: professeur de philosophie politique à la Sorbonne, directeur du Centre de prospective sociale et politique.

Pierre Richard : ancien élève de l'ENA, conseiller honoraire à la Cour des comptes.

la Cour des comptes.

Jacques Robichez: professeur honoraire à la Sorbonne.

Norbert Roby: docteur ès sciences, ancien professeur à l'université de Montpellier.

Claude Rousseau : maître de conférences (philosophie politique) à la Sorbonne.

Jean Varenne: docteur ès lettres, professeur émérite de civilisation indienne à l'université de Lyon III.

Pierre Vial: maître de conférences à l'université de Lyon III.

#### DIRECTEUR DE LA PUBLICATION Bruno Mégret

DIRECTEUR DÉLÉGUÉ Jean-François Jalkh

RÉDACTEUR EN CHEF

Jean-Claude Bardet

**RÉDACTEURS EN CHEF ADJOINTS** Régis Constans, Hervé Morvan

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION Déline Certier

RÉDACTION

Pierre Durand, Pierre Milloz, Pierre Sergent, Georges-Paul Wagner, Pierre de Meuse, Didier Lefranc, Bruno Racouchot, Grégoire Legrand, Pascal Gannat, Jean de Bauvière, Aramis.

DIRECTION ARTISTIQUE

Franck Marest

**IMPRESSION** 

Qualit'Offset - 94100 Saint-Maur-des-Fossés

**CRÉDIT PHOTOGRAPHIQUE** 

Couverture : Giraudon. Gamma, Sygma, Atlan-Sygma, Giraudon, Anderson-Giraudon, Lauros-Giraudon, Roger-Viollet.

#### IDENTITÉ

8, rue du Général-Clergerie - 75116 Paris Tél. (1) 47 27 56 66 - Fax (1) 47 55 06 38 N° de commission paritaire : AS71225 (suite de la page 28)

#### La triple imposture

Est-il besoin d'ajouter que le compliment pourrait s'adresser aussi bien à certains journaux français réputés les plus vertueusement attachés au culte de la vérité? Mais, pour nous en tenir à l'*IHT*, il apparaît clairement, un an après la fin de la guerre, qu'il a trompé l'opinion sur trois points.

Bush, à en croire l'IHT, se flattait de faire une guerre juste, "propre", efficace. On a vu ce qu'il faut penser de sa première prétention. On sait maintenant qu'au cours de cette guerre "propre" (nous ne parlerons même pas ici des pertes civiles), des milliers de combattants irakiens ont été enterrés vivants et qu'une division entière a été anéantie, le 26 février 1991, par des bombes à effet de souffle. On sait aussi 37 qu'au moins cent soixante-dix mille enfants de moins de cinq ans sont aujourd'hui menacés de mort à la suite de cette guerre "propre".

efficace? Non, si le but était de renverser Saddam Hussein et de rayer l'Irak de la carte. Et non, d'autre part, si, en rendant son indépendance au Koweït (victime d'ailleurs si peu édifiante), on prétendait forger un "nouvel ordre mondial" et mettre un terme à la "loi de la

Cette guerre a-t-elle au moins été

dait forger un "nouvel ordre mondial" et mettre un terme à la "loi de la jungle". A peine terminée la guerre du Golfe, la loi de la jungle sévit en Yougoslavie, sans que Bush ou Mitterrand s'émeuvent. Quant aux Croates, ils savent ce qu'il en coûte

de ne pas disposer du pétrole

de Koweït-City. L'histoire de cette guerre est donc celle d'une triple imposture.

\* Cet article a été écrit en août 1991.

1. Le titre exact de l'IHT est: International Herald Tribune published with the New York Times and the Washington Post. - 2. IHT, 15/03/90; IHT, 16/03/90; IHT, 17-18/03/90. - 3. William Safire, IHT, 20/03/90. - 3. William Safire, IHT, 20/03/90. - 4. Graig R. Whitney, IHT, 29/03/90. - 5. Rédaction de l'IHT, IHT, 30/03/90. - 6. Michael R. Gordon, IHT, 31/03-01/04/90. - 7. Alan Gowell, IHT, 03/04/90. - 8. IHT, 04/04/90. - 9. A. M. Rosenthal, IHT, 06/04/90. - 10. Youssef M. Ibrahim, IHT, 18/07/90. - 11. Youssef M. Ibrahim, IHT, 18/07/90. - 12. Pierre Salinger et Eric Laurent, la Guerre du Golfe, éd. Olivier Orban, 1991. - 13. W. Safire, IHT, 08/08/90. - 14. William Pfaff, IHT, 13/08/90. - 15. Paul F. Horvitz, IHT, 09/08/90. - 16. Paul F. Horvitz, IHT, 11-12/08/90. - 17. Paul F. Horvitz, IHT, 20/08/90. - 19. W. Safire, IHT, 02/11/90. - 20. Richard Nixon, IHT, 07/01/91. - 21. W. Safire, IHT, 08/01/91. - 23. Richard Falk, le Monde diplomatique, février 1991. La rédaction de l'IHT, IHT, 17/01/91. - 25. Réalités, mars 1946. - 26. Associated Press, IHT, 19-20/01/91. Jim Hoagland, IHT, 21/01/91. - 27. La rédaction de l'IHT, IHT, 19/12/90. - 28. Eric L. Chase and Flora Lewis, IHT, 28/02/91. - 32. Michel Jobert, interview à Minute la France, 27/02/91. - 33. La rédaction de l'IHT, IHT, 19/12/90. - 35. Jackson Diehl, IHT, 29/08/90. - 36. Jean-Pierre Chevènement, lettre dans l'IHT du 28/08/90 en réponse à l'article: "France's défense chief reluctant on helping out", IHT, 24/08/90. - 37. "Un ministre est accusé de négligence par des députés", le Monde du 23/03/91.

N° 17

A paraître

## Revue DETUDES NATIONALES NATIONALES

La place de L'ÉCONOMIE